



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 1311

Texte de la question

REFUS DE LA VIOLENCE POLITIQUE

M. le président. La parole est à M. Olivier Faure, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Olivier Faure. La France est un grand pays. Tous ensemble, nous formons une nation forgée autour de trois valeurs : liberté, égalité, fraternité. C'est en leur nom qu'un million quatre cent mille soldats se sont fait hacher sous la mitraille lors de la Grande guerre. Telle est la France dont nous sommes les héritiers, celle qui a su traverser les épreuves. Tels sont la France et les Français auxquels le Président de la République a rendu hommage hier. À cette occasion, nous avons assisté à de nouvelles manifestations de haine. Elles ne peuvent être tolérées car elles visent la République elle-même, au-delà de la personne du président.

Des courants fanatiques refont surface. Ici, c'est une ministre que l'on offense parce qu'elle est noire, là une loi de la République que l'on refuse de voir appliquée ou pire encore des élus que l'on poignarde. Et c'est partout la même violence contre la démocratie, le suffrage universel et la République ! Même s'il ne faut pas confondre les causes, des manifestants expriment en ce moment leur désaccord en détruisant des radars et des portiques – dont l'installation a été décidée par l'ensemble des groupes parlementaires –, ce qui n'est pas davantage admissible. Au nom de tous les collègues de mon groupe, je réaffirme avec vous, monsieur le Premier ministre, la nécessité de maintenir l'autorité de l'État pour la défense de la démocratie et de la République elle-même ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. Guy Geoffroy. Il est temps en effet !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Les sifflets entendus hier, alors que les Français se rassemblaient autour des monuments aux morts et, à Paris, de la tombe du soldat inconnu, ne sont dus qu'à 200 personnes à peine, toutes de sensibilité d'extrême-droite. Certaines d'entre elles sont connues et viennent d'être déférées à la justice à l'issue de leur garde à vue. Justice sera rendue, car la République doit être exigeante partout et pour tous, dans le respect des lois ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.)*

Un député du groupe SRC . Très bien !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Ce qui s'est passé hier n'est pas banal, fût-ce le fait d'une toute petite minorité. Ces quelques hommes et femmes avaient d'ailleurs annoncé ce qu'ils allaient faire. Déjà l'été dernier, à l'occasion du combat d'une fraction des Français contre le mariage pour tous, ils n'avaient pas manqué de proférer des menaces contre le Président de la République au moyen d'un petit avion.

M. Christian Jacob. Quel rapport ?

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Mais viser le Président de la République lors de la commémoration du 11 novembre, c'est viser la République et cela, je ne l'accepte pas ! (*Mêmes mouvements.*)

Un député du groupe SRC . Bravo !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . J'ai parlé de sursaut. Quel est, en effet, le sens du rassemblement de quelques personnes qui ont protesté et sifflé, coiffées de bonnets rouges, prétendant formuler des revendications ?

Un député du groupe UMP . Ségolène !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . En réalité, ce sont la démocratie et la République qu'elles n'aiment pas, car elles s'inspirent d'idées qui sont toujours les mêmes et qui jadis ont conduit la France au chaos, celles de l'extrême-droite. Les idées maurrassiennes, que l'on croyait disparues, sont en fait toujours là mais ne correspondent pas à ce que souhaite l'immense majorité du peuple français ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*) Dans ses profondeurs, le peuple français est attaché à la République et ne tolère pas de tels comportements !

M. Philippe Gosselin. Et la profondeur des sondages ?

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Je mets donc en garde contre toute faiblesse face à l'atteinte à l'ordre public et la destruction de biens publics. Je le répète ici, devant la représentation nationale, la justice sera ferme. La circulaire de politique pénale préparée par Mme la garde des sceaux sera diffusée dans quelques heures et s'appliquera partout, dans toutes les régions et pour tous les faits portant atteinte aux droits de la République. Le Gouvernement et les Français avec lui exigent que l'autorité de l'État soit respectée !

Un député du groupe UMP . Il n'y en a pas !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Le Président de la République a prononcé il y a quelques jours un grand discours.

Un député du groupe UMP . Un de plus !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Il donnait le coup d'envoi des commémorations du centenaire de la Grande guerre qui a fait tant de mal et causé tant de misères et de morts, en France comme dans le monde, cette guerre qui devait être la dernière, mais qui a été prolongée par une autre encore plus terrible. À cette occasion comme hier à Oyonnax, le Président de la République a rappelé qu'il s'est trouvé, le 11 novembre 1940, des hommes et des femmes épris de liberté et courageux pour se rassembler, au péril de leur vie, et dire non à la barbarie et l'occupation de la France. Ces lycéens et étudiants, ces Françaises et Français ont alors été 25 000 sous l'Arc de triomphe !

Un député du groupe UMP . Hollande n'y était pas !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre . Le Président de la République a rendu le même hommage aux résistants, ces hommes du maquis qui, le 11 novembre 1943, au péril de leur vie, sont venus avec courage dire qu'il existe une autre France que celle de la collaboration, du racisme et du refus de la République : la leur, celle de l'avenir. C'est à eux que nous devons rendre hommage, à ces hommes et à ces femmes, en disant non à l'extrême-droite, aux insultes et aux sifflets. En leur disant non, c'est à la France éternelle et républicaine et à ses valeurs que nous dirons oui de toute notre force ! (*Mesdames et messieurs les députés des groupes SRC, écologiste et RRDP se lèvent et applaudissent.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Faure](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (11^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1311

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 novembre 2013](#)